
Le projet de préservation de l'église abbatiale de Payerne

Un compromis entre cités

The preservation project of the abbatial church of Payerne: a compromise between cities

Fabien Jakob



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/gc/9360>

DOI : 10.4000/gc.9360

ISSN : 2267-6759

Éditeur

L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 2 septembre 2018

Pagination : 155-174

ISBN : 978-2-343-17416-7

ISSN : 1165-0354

Référence électronique

Fabien Jakob, « Le projet de préservation de l'église abbatiale de Payerne », *Géographie et cultures* [En ligne], 108 | 2018, mis en ligne le 21 janvier 2020, consulté le 10 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/gc/9360> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/gc.9360>

Ce document a été généré automatiquement le 10 octobre 2020.

Le projet de préservation de l'église abbatiale de Payerne

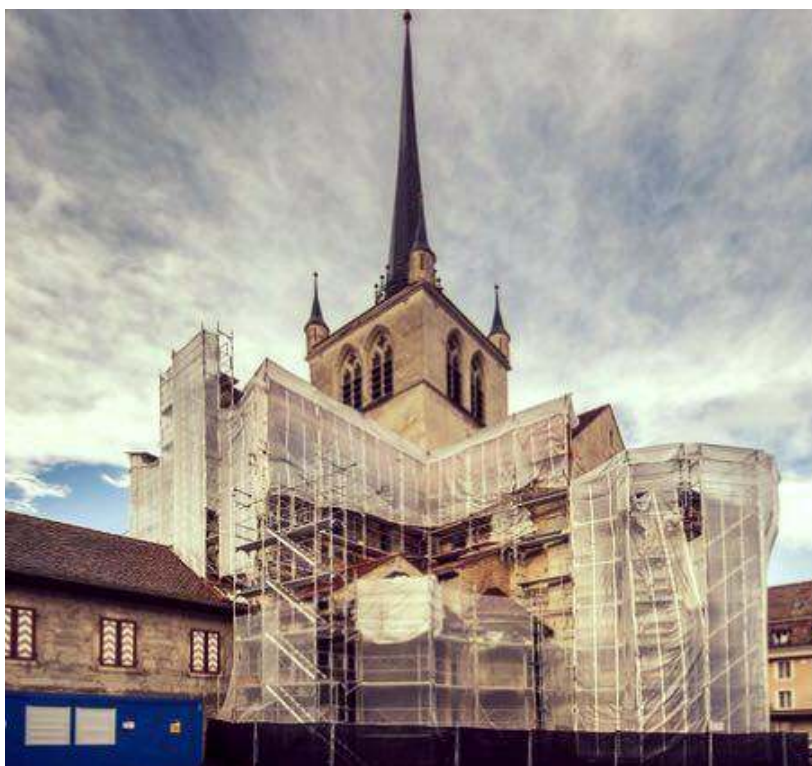
Un compromis entre cités

The preservation project of the abbatial church of Payerne: a compromise between cities

Fabien Jakob

L'église abbatiale de Payerne

- 1 À Payerne, sur l'emplacement d'une première construction romaine – une villa datant du III^e siècle après Jésus-Christ – est fondée au VI^e siècle une chapelle dédiée à la Vierge et consacrée le 24 juin 587. Peu avant l'an mil, une vie religieuse s'y développe avec le soutien de la famille royale de Bourgogne ; le prieuré est rattaché au grand monastère bénédictin de Cluny. Richement doté, il est alors transformé au X^e siècle et dès le milieu du XI^e siècle emprunte un style roman encore visible aujourd'hui. En 1444, le monastère se détache définitivement de son appartenance clunisienne avant d'être fermé en 1536 sous l'effet de la Réforme protestante. Les parties subsistantes des bâtiments monastiques, et en particulier l'église abbatiale servent alors à divers usages séculiers : grenier à grain, fonderie de cloches, cantonnement militaire, prison, local des pompes, avant d'être ouverts au public.



Crédits photographiques : Fabien Jakob

- 2 Successivement, ou simultanément, le cadre, l'objet, le produit et/ou le moteur d'un processus de co-construction collective relevant à la fois de la continuité et de transformations des représentations antérieures, l'église abbatiale esquisse au fil des siècles une modalité du vivre-ensemble qui s'envisage comme un écoumène intégrant un ensemble de phénomènes matériels, meubles et bâtis inscrits dans un cadre de vie spatialisé (Barthélémy, 2003, cité par Jeanneaux & Dare, 2012, p. 47).
- 3 Ayant acquis un certain rayonnement et s'inscrivant en tant que pôle d'attraction capable d'organiser certains flux (de populations, d'activités) dans son périmètre, l'église abbatiale, théâtre d'un agencement spatial de l'action et des interactions (Torres, 1998, cité par Jeanneaux & Dare, 2012, p. 47), participe également de certaines formes de sociabilités, dont résulte une association particulière « capable de maintenir ensemble des êtres hétérogènes en cohabitation et corrélation réciproque » (Retailé, 1997, cité par Banos, 2009, p. 9). L'abbatiale autorise ainsi un rapprochement avec la notion de géosymbole de J. Bonnemaison (2000) qui, pour des raisons religieuses, culturelles ou politiques, prend aux yeux des individus des groupes sociaux une dimension symbolique chargée de sens et de mémoire, permettant l'émergence d'un noyau éthico-mythique de mémoire, d'images et récits, constitutif d'un système de croyances, d'un imaginaire collectif en phase avec un entour idéologique.
- 4 Mettant ainsi en quelque sorte en lumière l'image subjective que la société se fait d'elle-même (Bonerandi, 2005, p. 2), l'église abbatiale possède également une dimension temporelle, une valeur spécifique en tant qu'histoire et mémoire (Charle, 2010) ; par le jeu de la relation entre présent, passé et futur, elle établit des liens entre les générations, en ce qu'elle définit un « ensemble de biens et de valeurs issus du passé qu'un collectif, à un moment donné de son histoire collectionne et met en exergue comme gage de la perpétuation de son identité dans le temps » (Jeanneaux & Dare,

2012). Elle s'envisage alors comme un héritage à même de confronter les actions des individus à certaines contraintes, et leurs jugements à un certain type de représentations léguées par leurs prédécesseurs (Barthe, 2013).

- 5 De par sa multidimensionnalité, l'église abbatiale participe ainsi d'une lecture du tissu social particulièrement complexe ; spatialisation, matérialisation, représentations, organisation et légitimation s'y retrouvent articulées témoignant des savoir-faire et des savoir-être des individus dans leurs agencements réciproques (Castoriadis, 1975, cité par Bessy & Favereau, 2003, p. 120). Elle s'inscrit alors dans la trame plus large d'un modèle de cité qui « lie à la fois à la question de l'expérience située des personnes – la question de l'agir – et à la question de l'institution du commun – la question des structures » (Pattaroni, 2016, p. 2).
- 6 Elle interroge en particulier à l'occasion du projet de restauration différentes légitimités qui concourent à la définition d'enjeux sociaux et culturels dont le rapport de grandeur négocié à l'occasion d'épreuves en justification participe de l'institution du commun. La théorie de la justification permet alors d'en comprendre les principes sous-jacents, de souligner les différents arguments, et donc les différents mondes, mobilisés pour défendre ou critiquer le projet de sa valorisation ; comme l'expliquent Lefebvre et Sibertin-Blanc « la culture fera toujours l'objet (...) de débats contradictoires, de choix dénoncés par une minorité, d'interrogations même sur la légitimité d'un budget culturel et de sa mise en œuvre » (Lefebvre & Sibertin-Blanc, 2006, p. 32).

La patrimonialisation de l'église abbatiale de Payerne ; d'une légitimité normative et procédurale à la question de sa préservation

- 7 Dans sa capacité à orienter et à organiser l'action humaine au niveau individuel et collectif, le cadre institutionnel pèse de façon importante sur la mise en place d'un projet patrimonial ; le patrimoine glisse ainsi dans le champ de compétence des institutions (Tenbruck, 2012, p. 15), ne peut s'émanciper entièrement d'un contexte socio-institutionnel, et objective d'une certaine manière des institutions qui président comme instance de qualification (Frega, 2015, p. 14).
- 8 Si un régime en justification publique implique un engagement dans une action collective soumise au jugement et à la critique en présence d'une incertitude ou d'un conflit d'évaluation, il questionne également la légitimité de l'action publique (Oliver, 1991). En effet, davantage que d'autres formes de pouvoir, les actions et politiques publiques, particulièrement au sein d'une cité civique qui fait une grandeur de la représentativité des actions et politiques publiques, sont soumises à une forte contrainte de légitimation ; le pouvoir politique ne s'impose pas de lui-même et doit trouver une justification à ses actions au regard de l'intérêt général (Bourricaud, 1961, cité par Duran, 2009, p. 305).
- 9 Les formes de l'évidence concernent d'abord les évaluations positives au niveau normatif (Suchman, 1995) ; les politiques et actions publiques appellent l'édiction de normes, tantôt prescriptives, tantôt indicatives ; la constitution du commun, les modalités de l'être-ensemble passent ainsi par la mise au point de dispositifs de coordination, d'horizons régulateurs (Praison, 2012). L'évaluation participe également d'une légitimité procédurale qui concerne la conformité de routines des organisations par rapport aux techniques et procédures acceptées par la société ; la norme advient

par des procédures, dans la mesure où elles incorporent et traduisent en action des contenus normatifs (Frega, 2015). L'église abbatiale est ainsi déterminée par des données technocratico-administratives en application de textes juridiques et de règlements administratifs. Elle advient alors par des normes, s'évalue à l'aune de dénominations ouvrant sur des classes dénotatives, des statuts institutionnalisés terminologiques. Elle procède d'un désir de nomenclature (De Chanay, 2001) s'exprimant lors de la patrimonialisation qui s'envisage comme processus socio-culturel, juridique et politique par lequel un espace, un bien, une espèce ou une pratique se transforment en objet du patrimoine culturel digne de conservation et de restauration. À cet égard, l'article 78 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse (du 18 avril 1999) et la Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (du 1er juillet 1966) fixent l'horizon régulateur (Prairat, 2012) ; ces deux sources sont toutefois complétées de nombreuses autres dispositions assurant toutes les étapes de la patrimonialisation, de l'identification à la mise en inventaire. Ce cadre normatif pose le principe en matière de patrimonialisation d'une responsabilité conjointe des communes et des cantons, et subsidiairement de la Confédération ; le rapport de grandeur ainsi établi dote les cantons et les communes des moyens de construire un ordre patrimonial distinct de l'ordre patrimonial national, plus en phase avec les particularités culturelles locales.

- 10 Dotée du fait de son histoire d'une forme de sacralité posant comme principe supérieur commun le respect de traits culturels partagés et ordonnancés selon différentes grandeurs articulées dans un rapport hiérarchisé inscrivant les individus dans le registre d'une cité domestique faisant de la communauté traditionnelle un idéal, l'église abbatiale, par des épreuves en justification participant de la sélection des objets patrimoniaux au regard des potentialités qu'ils recèlent, est ainsi patrimonialisée. Les employés de l'administration en charge de la culture, des équipements, de l'environnement, de l'urbanisme, de l'architecture, de l'histoire de l'art, des archives y contribuent à différents niveaux, formant une chaîne de stratifications d'expertises qui dialoguent entre elles à l'occasion de disputes en justification ; la patrimonialisation est en effet un espace, un lieu d'observation privilégiée exprimant des logiques et des intérêts divergents, la scène de fortes oppositions entre « les communautés scientifiques et les professionnels du patrimoine » (Boudia, Rasmussen & Soubiran, 2009), revendiquant des modes de compréhension intimes avec les objets visés (Lamy & Plutniak, 2013, p. 3). Au terme d'un processus de reconnaissance, le moment de (re)découverte (Landel, 2004, cité par François, 2006, p. 690), par lequel la valeur collective qui est attribuée à un bien culturel (Peyrache-Gadeau & Pecqueur, 2004, cité par François, 2006, p. 688) est (ré)évaluée en fonction de critères procéduraux et normatifs, l'église est alors inscrite à l'inventaire de la Section des monuments historiques et archéologie du canton de Vaud¹. Par la complexité des représentations sociales et identitaires, entre histoire et mémoire, locale et nationale que l'église abbatiale illustre, elle est également portée à l'inventaire des monuments historiques fédéraux établi par la Commission fédérale des monuments historiques depuis 1920 (cet inventaire n'est pas public) (Melot, 1967) et à l'Inventaire des sites d'importance nationale construits à protéger en Suisse².
- 11 Laissant entr'apercevoir les dynamiques aux prises avec une hétérogénéité de conceptions et d'intérêts, ces épreuves en justification permettent d'appréhender les cadres des représentations collectives et mémoires inscrites à l'inventaire comme témoins de transformations plus fondamentales d'une société. Elles participent

également d'une légitimité cognitive qui concerne la mise en forme théorique et rhétorique d'arguments et d'informations indiquant aux individus dans quel univers de légitimité ils se trouvent ; en effet « l'espace devient territoire et l'objet patrimoine, lorsqu'ils sont pris dans un rapport social de communication » (Raffestin, 1980, cité par François, 2006, p. 690) qui les charge de sens (Di Méo, 1994, cité par François, 2006, p. 690). Ce mode d'expression participe alors d'un jugement portant sur la compatibilité du projet de patrimonialisation avec l'idéal porté par la cité civique. L'institutionnalisation d'un patrimoine concourt également de façon concomitante, par la conformité de ces routines institutionnelles aux techniques et procédures acceptées par la société, de formes de l'évidence de la légitimité des pouvoirs publics.

- 12 Enfin, la patrimonialisation détermine également un répertoire de dispositifs à destination des experts en conservation du patrimoine ; l'inventaire précise en effet les opérations de préservations requises, et détermine les responsabilités qui en découlent, financièrement notamment. À ce titre, la Confédération n'intervient qu'à titre exceptionnel, et le canton de Vaud depuis les années 1990 n'assume que les opérations de conservation des monuments dont il est le propriétaire/possesseur, et ceci indépendamment de leur valeur patrimoniale intrinsèque puisque la plupart des biens ne lui appartiennent que par la grâce des aléas de l'histoire et des donations privées. Le sort de l'église abbatiale dépend ainsi de Payerne, propriétaire de l'édifice depuis 1804 par don du canton ; d'importants travaux de sauvegarde (instabilité structurelle), de restauration (problèmes d'humidité) sont à cet égard urgemment requis, nécessitant des ressources financières importantes dépassant tout à fait les capacités budgétaires de la commune. Il incombe ainsi à la commune de Payerne de se profiler comme un entrepreneur culturel, d'organiser une mobilisation collective autour du projet de préservation, d'en faire une préoccupation légitime au sein de l'espace public, et de l'inscrire à l'agenda politique de façon à rassembler les ressources nécessaires à cette opération. Plus particulièrement, en vertu d'une légitimité structurelle correspondant notamment à une séparation des pouvoirs, entendue comme une définition-classification des fonctions constitutionnelles (Genard, 2011), il appartient au Conseil municipal de mettre en place les structures idoines d'accompagnement du projet, entendues comme un ensemble d'actions aux fins de coordination des actions individuelles et collectives (Commons, 1990, cité par Bessy, 2003, p. 120) et d'envisager les stratégies et les actions qui s'y rapportent. Ces opérations participent d'un processus de construction situé négocié à l'occasion d'épreuves en justification, qui « lie à la fois à la question de l'expérience située des personnes – la question de l'agir – et à la question de l'institution du commun – la question des structures » (Pattaroni, 2016, p. 2).

De l'assainissement des structures porteuses ; la recherche d'un compromis

- 13 Devant l'urgence d'une intervention de conservation, le Conseil municipal ouvre en 2006 un concours à l'attention des architectes et ingénieurs civils ; il est remporté par l'Atelier d'architecture Sàrl, et le bureau d'ingénieurs Sancha & Associés SA. L'objectif de cette première étape essentielle à la pérennité même de l'édifice est de renforcer les structures et fondations et de procéder à la réfection des toitures et des sols intérieurs ; des calages sont alors mis en place et un étayage provisoire très conséquent est appuyé contre le mur septentrional de l'abbatiale.

- 14 La Commune de Payerne engage pour ce faire une première ligne budgétaire de CHF 1 640 000 courant de 2007-2010. Elle peut également compter avec une première convention-programme 2008-2011 signée avec la Confédération qui intervient exceptionnellement au titre d'une inscription de l'Abbatiale à l'inventaire fédéral des monuments historiques ; trois subventions sont attribuées correspondant à des phases différentes du projet de conservation (de CHF 59 288, de CHF 107 800 et CHF 77 894), corrigées à la baisse en fonction des décomptes successifs.

- 15 Conjointement à ces travaux d'urgence, des solutions pour la stabilisation structurelle de l'édifice doivent être élaborées, des fouilles archéologiques effectuées, des recherches historiques et en histoire de l'art conduites, participant d'une légitimité d'échange, d'influence (Suchman, 1995), confirmant que depuis les années 1980, la place de l'État a perdu une partie de son pouvoir au profit d'autres formes de structuration de l'action collective (Salamon, 2002). Dans la continuité des approches qualifiées de néo-institutionnalisme ou gradualiste se focalisant davantage sur des répertoires d'action collective (Payre & Pollet, 2005), des dynamiques d'acteurs en interactions multiples (Hassenteufel, 2008) qui appuient l'idée d'une construction collective de l'action publique (Genieys, 2006), le Conseil municipal organise alors des colloques le 30 juin 2011 et le 17 novembre 2011. N'étant pas en situation de monopole d'expertise, il associe ainsi experts, spécialistes et responsables politiques communaux, cantonaux et fédéraux au croisement de différents découpages territoriaux, politico-administratifs et fonctionnels. Rappelant l'analyse de Domhoff (1967) relative au « policy-planning network », qui montrent comment l'élite agit en amont sur les politiques au sein de réseau agrégeant des policy-discussion groups, le Conseil municipal associe encore à ses réunions les associations, les fondations et les différentes catégories d'intermédiaires culturels, scientifiques et économiques, à l'articulation d'interfaces de coordination et coopération entre les pouvoirs politiques, économiques, sociaux et culturels (Payre & Pollet, 2005). Dans le prolongement de l'analyse des réseaux de politiques publiques (Le Galès & Thatcher, 1995) qui soulignent le rôle central de think tanks et des task forces (Burris, 1992), le projet de préservation de l'église abbatiale contribue ainsi à tisser des réseaux participants d'une médiation entre plusieurs disciplines, mettant en rapport des personnes variées qui se succèdent et se remplacent, recomposant au gré des priorités et des besoins, les groupes ou équipes de travail (Boltanski, 2006) : histoire et histoire de l'art, iconologie, iconographie, muséographie, architecture et urbanisme. Il favorise ainsi indirectement également des apprentissages collectifs, des communautés d'interprétation et la consolidation de structures de coopération (Baba & Mailhot, 2016).

- 16 Par sa capacité à explorer des réseaux, à rapprocher des experts susceptibles de mener à bien ce projet de préservation, le Conseil municipal fait montre de sa grandeur au sein d'une cité en projets (Boltanski & Chiapello, 1999, p.187-188) ; tour à tour fédérateur d'énergie, intégrateur ou facilitateur, il tente ainsi non de générer les conditions d'une action collective cohérente en imposant des objectifs aux acteurs impliqués, mais de faire dialoguer de manière itérative les différents acteurs pour permettre des accommodements en vue d'un accord. Si ce mode opératoire n'est pas incompatible avec des logiques de direction politique, celles-ci tendent toutefois à prendre la forme d'une activité de soutien et de cadrage des interactions, assurant l'alliance entre des logiques échangistes-agrégatives et des logiques institutionnelles-intégratives (March & Olsen, 1989, cité par Pinson, 2006, p. 643). Cette approche

souligne tant l'importance des données organisationnelles et institutionnelles dans la mise en œuvre des programmes politiques, sous l'angle de l'évolution objective des situations sur lesquelles elles portent, que des dimensions cognitives (Sabatier & Schlager, 2000), des représentations des acteurs (Hassenteufel, 2008), de la logique de leurs relations, c'est-à-dire indissociablement de productions symboliques (expertises, constructions idéologiques, visions du monde légitimées), de situations et de pratiques d'intervention (lois, règlements, décisions budgétaires, réformes, constructions institutionnelles, allocations de ressources, etc.) (Dubois, 2014).

- 17 Elle soulève également la question de la plus ou moins grande autonomie et rationalité des acteurs et souligne que les problèmes publics sont également construits sur la base des valeurs, des convictions des acteurs (Hassenteufel, 2008). Les incertitudes ou conflits d'évaluation au regard des représentations que s'en donnent les personnes sont alors négociés à l'occasion d'épreuves en justification tentant de répondre de façon appropriée aux traits précis de la situation dont découle le désaccord (Thévenot, 1996, cité par Tallon, 2013, p. 96) ; procédant d'une montée en généralité construite à la fois sur des dimensions locutoires, illocutionnaire et performative, elles visent ainsi un réajustement des grandeurs, prenant en considération les différences tolérées pour les faire coexister dans une dynamique d'agencement entre les objets, les institutions, les individus mais aussi les contraintes contextuelles. L'échange d'arguments, appelant par des processus dialectiques et dialogiques la prise en compte des dimensions cognitives, des intérêts et idéaux normatifs des acteurs convoqués pour justifier leur point de vue et défendre leur place dans le jeu actoriel (Barthe, 2013), participe également de légitimités personnelles et institutionnelles (Sabatier & Schlager, 2000). Dans une tension entre mouvements compétitifs et mouvements coopératifs, au fil d'ajustements mutuels successifs concourant à une cristallisation graduelle de représentations communes, de compréhension mutuelle et de rapports de confiance, les acteurs visent alors à clarifier l'enjeu du projet (Gray, 1997, cité par Allain, 2004, p. 31), permettant d'avancer entre différentes contraintes, formelles et informelles, vers une représentation d'une grandeur articulée de façon ultime à un type de bien commun, liant ensemble la mise en forme d'arguments et d'informations en un discours touchant à l'organisation d'un monde dans lequel se retrouvent des engagements personnels et des moments institutionnels. Procédant de différents mondes, de différentes cités, ces épreuves en justification personnelles, cognitives, mais également scientifiques, institutionnelles et réglementaires favorisent ainsi par des logiques incrémentales l'émergence d'un compromis qui opère des arbitrages sur la coordination, vise des aménagements susceptibles de concilier les référents propres à plusieurs ordres préexistants (Thévenot, 1995, cité par Bessy, 2003, p. 150). Le compromis procède ainsi d'un effort incessant de régler au plus juste des désaccords et des disputes et tente la meilleure articulation possible des ressources (connaissances, consensus, ressources financières, etc.) dans un cadre d'action collective cohérent.
- 18 S'il porte initialement sur deux solutions, soit des tirants horizontaux ou des tirants verticaux dans les colonnes, le compromis permet le choix final, sur les conseils de l'École polytechnique fédérale de Zurich, de tirants inclinés ancrés dans le sol. Cette décision est également appuyée par la Commission fédérale des monuments historiques sollicitée pour l'occasion par la Section protection du patrimoine et des monuments de l'Office fédéral de la culture. En effet, cette intervention ne modifie pas la perception de l'intérieur, préserve le rapport serré entre espace et masse et respecte l'interaction équilibrée entre la matérialité et l'esthétique qui participent de l'expression

architecturale de l'Abbatiale. Ce compromis s'inscrit également dans la continuité des mesures prises lors des restaurations précédentes dirigées par Louis Bosset qui réactualisent la tradition de Viollet-le-Duc. De plus, si la technique des tirants verticaux a précédemment été utilisée par Riccardo Morandi pour stabiliser les arènes de Vérone en 1953, la pose de tirants inclinés réversibles constitue une réelle innovation, participant également d'un enjeu technique.

- 19 À une réhabilitation complète du site, dont le montant pourrait atteindre CHF 25 000 000, il est ainsi préféré une consolidation de l'ouvrage plus modeste ; elle est portée à un budget prévisionnel pour la période 2013-2017 et estimée à CHF 7 500 000. Moins conséquente, cette somme dépasse néanmoins toujours de beaucoup le budget annuel disponible de la commune de Payerne pour ce genre d'opérations.

De légitimité cognitive en mobilisation collective

- 20 Inspiré d'autres projets (la restauration du Château de La Sarraz est assurée par des fondations privées, le maintien des murailles d'Avenches construites par l'empereur Titus est rendu possible grâce à un don important de la Société de tir des bourgeois), le Conseil municipal envisage alors le financement des opérations de restauration par la conclusion de partenariats publics-privés (Healey, Khakee, Motte & Needham, 1997, cité par Pinson, 2006, p. 636).
- 21 Pour ce faire, s'appuyant sur le modèle de Lasswell accordant une importance centrale aux techniques de mise en publicité des actions de l'État nécessaires pour légitimer et déclencher l'action publique (Lasswell, 1952, cité par Godard, 1990, p. 216), le Conseil municipal utilise tous les artifices d'une cité en renom articulée autour de la notoriété, de la visibilité et de l'opinion des acteurs concernés ; dans la logique des sous-systèmes de la société de Luhmann (2013), il mobilise ainsi, dans le cadre de campagnes de communication illustrant le croisement des médias, de la politique et de l'action collective (Lasswell, 1979, p. 533), des techniques de mise en forme théorique et rhétorique d'arguments et d'informations susceptibles de renforcer la grandeur du projet pour le rendre attractif aux yeux des mécènes potentiels. En effet, comme sphère intermédiaire entre le système politique et les citoyens, les médias, envisagés comme vecteurs injectant dans le corps social la propagande gouvernementale, construisent le réel à partir de sélections guidées qui dictent des préférences en prescrivant des règles d'attention ; ils permettant alors de donner forme à l'opinion tout en limitant les possibilités de sélection. Chargé de fonctions psycho-sociales, liant l'affect, l'intellect, la sociabilité, l'expertise, le politique et l'économique, le projet de préservation de l'église abbatiale se conçoit ainsi comme outil de gestion de l'opinion publique (Dwight Lasswell, 1975, p. 533). Mettant en exergue l'articulation entre le patrimoine matériel (architectural, monumental, historique, archéologique, etc.) et immatériel (traditions, pratiques, rites, savoir-faire, etc.), au carrefour de valeurs culturelles, identitaires et marchandes, les épreuves en justification rivalisent alors d'inventivité pour ériger ce projet de valorisation/conservation en une préoccupation légitime au sein de l'espace public.
- 22 Elles procèdent d'une médiation entre passé et présent, réactualisant des valeurs historiques et mémorielles : l'Antiquité et la première villa construite, le Moyen-Âge et le monachisme clunisien, la Renaissance et les débuts de la Réforme, le XIX^e siècle consacrant l'indépendance du canton de Vaud sont ainsi évoqués. Le projet s'inscrit ainsi dans une revendication de continuité de lignage ; étymologiquement découlant de

patrimonium en latin, soit littéralement les biens du père ; sans pour autant que cela soit nécessairement un lien de sang, pour s'envisager davantage comme le produit d'une transmission culturelle. La forme de l'évidence participe également de la défense de valeurs traditionnelles, identitaires et réputées authentiques d'une cité domestique (Boltanski & Thévenot, 1991, p.210). Elles tentent une référence au registre de l'insolite, du merveilleux, de l'émotion, de la passion, propre à une cité inspirée (Boltanski & Thévenot, 1991). L'église abbatiale, plus tout à fait intégrée aux faits religieux, sacralia, ou monarchiques, regalia, réveille également l'idée d'un patrimoine en résonance avec le collectif, appropriée par la communauté des individus. La grandeur civique du projet est également légitimée par la participation de groupes de parties prenantes locales qui en infléchissent le développement pour en assurer, par une pesée des risques et bénéfices communs, l'acceptabilité sociale, la pleine compatibilité avec un principe supérieur résidant dans l'intérêt général. Le projet déterminé par des principes de productivité, des revenus, participe également de l'ordonnancement des grandeurs propres aux cités industrielles et marchandes ; il est alors présenté comme un gisement d'emplois, un élément incontournable du développement économique et touristique local. Dans un cadre dominé par les théories fonctionnalistes et dans la continuité des travaux issus des études sur le management public consacrant le passage de l'État juriste à l'État manager, un bon gouvernement se doit en effet désormais d'être non seulement sensible aux demandes sociales, efficace dans le traitement des problèmes qui se posent à la collectivité tout en étant aguerri aux techniques de planification financière et attentif aux rendements attendus des investissements déployés. À partir de l'idée d'un encastrement social de l'économie de Karl Polanyi (Polanyi, 1983) qui analyse les faits économiques « prenant en compte les valeurs, leur historicité, les modes d'accords entre les individus et, plus généralement, l'ensemble des phénomènes collectifs que l'on regroupe sous le terme d'institution » (Steiner, 2001, p. 33), Pierre Rosanvallon affirme à cet égard le passage de l'État régalien à l'État instituteur du social, puis à l'État-providence, à l'État manager, surtout promoteur économique : soutenir l'économie dans la droite ligne des idées de Keynes (politique de grands travaux) (Rosanvallon, 2015). Porté par l'intégration fonctionnelle des réseaux, le Conseil municipal souligne encore tout le potentiel médiateur du site de l'église abbatiale, tissant des interconnexions dans le Canton de Vaud, et plus généralement en Suisse romande mais également dans certains pays voisins (chemins clunisiens). Les épreuves en justifications permettent ainsi de positionner le projet dans différents contextes, entre diverses exigences, différentes tensions et confrontations de représentations (Faure, 2000, cité par François, 2006, p.687) participant de la structuration d'un principe supérieur commun compromissaire (Boltanski, 2006).

- 23 Elles favorisent dans tous les cas la signature d'une seconde convention-programme 2012-2015 ; la Confédération débloque alors une subvention extraordinaire de CHF 1 500 000 pour le projet de sauvegarde de l'Abbatiale de Payerne. S'y ajoutent un don privé de CHF 2 133 000 mis à disposition de la Confédération pour des opérations de sauvegarde urgentes (Conseil d'État, 2013, p.4), une participation cantonale exceptionnelle et unique, non renouvelable, de CHF 1 500 000 (Conseil d'État, 2013, p. 5) et différents dons de fondations ; la Fondation Ernst Göhner avec CHF 500 000, la Fondation Sophie & Karl Binding avec CHF 100 000, la Loterie Romande avec CHF 1 650 000, ProPatria pour un montant de CHF 10 000, l'Association pour la Restauration de l'Abbatiale avec CHF 110 000, l'Association du Vieux Payerne et CHF 50 000 ; auxquels

s'ajoutent divers dons privés CHF 62 000. Ces différentes contributions permettent ainsi de couvrir le budget prévisionnel prévu pour la période 2013-2017.

Seconde étape ; une mise en exposition

- 24 Durant une seconde étape, 2017-2022, la Commune de Payerne consacre encore un premier engagement de CHF 1 518 152 visant la mise en place d'un concept muséal. S'écarter de l'ancienne programmation jugée hétéroclite, le concept muséal se concentre alors sur deux thématiques d'expositions permanentes ; la collection Aimée Rapin, peintre suisse née sans bras, léguée au Musée et appréciée d'un public avisé, et la personnalité du Général Antoine-Henri de Jomini attirant chaque année de nombreux visiteurs, russes notamment. La muséographie est confiée à une société indépendante qui assure la grandeur de l'église abbatiale par un dispositif interactif de mise en scène propre à une cité du renom ; la forme de l'évidence procède de nouvelles technologies numériques qui offrent des possibilités illimitées de captation et de communication ; l'église abbatiale se raconte ainsi par cartels, écrans, projections ou expositions, c'est un monument-média. Fraysse et Regimbeau utilisent à cet égard également la notion de monument-songe rappelant ainsi que ses « réalisations trouvent leurs sources aussi bien dans la reproduction, le factice ou le pastiche que dans le rêve et l'imagination » (2006, p. 4). L'aménagement d'un parcours audiovisuel agrémenté de panneaux informatifs participe encore de l'épreuve du modèle, transformant l'Abbatiale en monument-drome, pensé comme la « réinvention d'un lieu, d'une architecture à parcourir, à ré-éprouver dans l'action, en prise avec un environnement à l'échelle du corps » (Fraysse & Regimbeau, 2006, p. 5).
- 25 Au-delà d'une cité en renom, ce dispositif communicationnel et promotionnel assure également la grandeur marchande de l'église abbatiale ; il en assure en effet la visibilité et la notoriété, à l'adresse de l'industrie touristique. Définie par le gain, le retour sur investissement, la formule d'investissement traduit alors un double courant d'échanges, de valeurs économiques et de valeurs culturelles. L'objectif du projet muséal vise en effet à contrer la baisse de fréquentation de plus de 55 % constatée entre 2010 et 2014 (le nombre de visiteurs annuels étant passé de 13 843 à 6 155) et juguler l'augmentation du déficit d'exploitation durant la même période (de CHF 202 715 à CHF 341 343). Par le réaménagement du site, le Conseil municipal espère ainsi une hausse du nombre de visiteurs par année de 30 000 à 50 000 pour des retombées financières sur toute l'économie locale qui atteindraient les CHF 2,3 millions par année. Cette ambition réactualise le célèbre slogan « économie et culture, même combat » (Dubois, 2001, p. 33) : le développement économique, l'attractivité touristique sont désormais les dimensions culturelles revendiquées par certaines élites et caractérisent également le « tournant gestionnaire » (Dubois, 2012, p. 349) des politiques culturelles qui « transforment profondément les modalités d'évaluation du secteur culturel » et participent d'un renforcement d'une conception hétéronome de la culture et du patrimoine.

Le réaménagement du centre historique

- 26 La nouvelle conception de la médiation du site de l'Abbatiale et de ses abords doit également permettre une compréhension renouvelée du centre historique, confirmant que depuis les années 1980, le patrimoine culturel est progressivement considéré

comme un atout pour la compétitivité, l'attractivité, ainsi que pour la régénération urbaine (Ambrosino & Guillon, 2014) ; la valeur signalétique de l'Abbatiale qui en souligne l'importance par le fait de son histoire, de ses formes et de son emplacement, est à cet égard renforcée.

- 27 Dans la topique d'une cité en projet et sous l'angle de la légitimité d'échange et d'influence basée sur la convergence des intérêts des institutions publiques et de ses audiences immédiates, le réaménagement du site de l'Abbatiale est également conçu comme un projet participatif ; l'implication d'une école technique, des associations de protection du patrimoine, des institutions cantonales et fédérales, des principaux agents économiques, des professions artistiques et culturelles élargies aux différentes catégories d'intermédiaires (bibliothécaires, conservateurs de musée, animateurs culturels, etc.) en constitue la forme de l'évidence. Cette forme d'investissement semble confirmer le passage d'une logique de gouvernement, caractérisée par une organisation pyramidale, hiérarchisée et volontariste d'intervention publique, à l'avènement d'une « constellation post-nationale » (Habermas, 2000) caractérisée par une configuration polyarchique institutionnelle, le passage d'une logique de gouvernement, définie par une organisation pyramidale et élitiste, à une logique de gouvernance, où les acteurs se coordonnent et s'organisent en vue de buts négociés collectivement plus que du fait d'objectifs imposés par une hiérarchie centralisée (Hassenteufel, 2008).
- 28 L'épreuve en justification procède encore d'échanges argumentatifs entre individus et groupes sociaux « rassemblés pour discuter de questions d'intérêt commun » (Habermas, 1987) touchant à l'organisation d'une cité civique ; le pouvoir de la communauté tel que le comprend Hannah Arendt (Arendt, 1972, cité dans Göhler *et al.*, 2013, p. 106) résulte justement de cette production, confrontation et intégration d'idées et de croyances qui témoignent de la complexité des représentations en présence. Un sondage à l'adresse des citoyens visant à identifier et concilier les besoins des différents groupes d'intérêts, participe en effet de la démonstration. Pour ce faire, des enquêtrices sont mobilisées dans les rues de Payerne pendant plusieurs semaines et diffusent des questionnaires ; le sondage figure également sur le site de la commune. Environ 1 350 formulaires sont ainsi récoltés entre décembre 2016 et janvier 2017, dessinant à parité une préférence pour des animations festives et musicales, un marché hebdomadaire, ou l'aménagement d'un parc public avec des tables et des bancs pour le délasserment. Cette consultation, résultat de la progressive démocratisation de la culture amorcée dès les années 1950 (Lefebvre & Sibertin-Blanc, 2006), participe également de la grandeur des élus. Suivant la logique de la constitution de communautés politiques élargies, elle procède également d'une démocratie multiscalaire participant d'une pluralisation des lieux de la démocratie ; elle donne ainsi à chaque individu le sentiment de servir le bien commun en exerçant une relative influence dans le champ patrimonial, même si celle-ci est soumise à de « schèmes structurels de représentations et d'actions » (Di Méo, 1991, p. 291), possiblement dans un rapport d'homologie entre les positions et les prises de position (Bourdieu, 2000).

De l'intégration d'un centre historique à un réseau polycentrique de villes créatives

- 29 La nouvelle conception de la médiation du site de l'Abbatiale et de ses abords fait également appel à la métaphore du réseau en s'inscrivant dans un plan plus global de planification, d'usage de l'espace public, de gestion des flux dans certaines zones et de

développement du tissu urbain selon les termes du programme de législature 2016-2021 défendu par le Conseil municipal. Celui-ci définit en effet comme objectifs directeurs non seulement la valorisation du centre historique, mais également l'affirmation d'une collectivité urbaine (malgré sa population en nombre inférieur à 10 000 habitants, seuil décisif selon le dernier recensement fédéral de la population)³. La densification recherchée de la population, le développement de l'habitat et du logement dans un cadre de vie attrayant, l'amélioration de l'attractivité économique par une politique des transports appropriée, le soutien aux entreprises à forte valeur ajoutée, le renforcement de la vocation touristique de la région, en constituent la forme de l'évidence.

- 30 Le projet de réaménagement du site de l'abbatiale et de ses alentours s'envisage ainsi pour le Conseil Municipal comme une opportunité, celle d'intégrer un réseau polycentrique de villes et de communes créatives qui s'affranchit des limites administratives traditionnelles pour se rapprocher d'un espace fonctionnel, entre nouvelles technologies de production et de communication, accessibilité et bien-être des individus. L'objectif vise à dynamiser l'échange de savoirs et l'émergence de clusters innovateurs, en favorisant des formes de compétitivité entre innovation, recherche scientifique et technologique (Grandi, 2010).
- 31 Par ces objectifs et dans la logique d'un État fédéral, ce programme de législature 2016-2021 inscrit pleinement Payerne, une cité foisonnant de projets, dans les politiques promues par le Service de la promotion économique et police du commerce du canton de Vaud⁴ en application du Message sur la promotion économique pour les années 2016 à 2019 du Conseil fédéral. Celui-ci porte en effet un plan de développement du territoire suisse dont l'idée maîtresse consiste à préserver la qualité du cadre de vie, le milieu bâti et les paysages, tout en gérant la mobilité, renforçant la compétitivité selon une coordination entre les politiques de développement territorial, des transports, de l'énergie (Conseil fédéral suisse, 2012, p. 8)⁵ et de la culture, dans la logique des programmes de coopération territoriale européenne (CTE), notamment INTERREG (Conseil fédéral, 2015)⁶.
- 32 Allant de pair avec le développement d'une représentation du monde faisant appel à la métaphore de l'interconnectivité, ces espaces initialement destinés à renforcer la collaboration entre les cantons de la région lémanique, s'envisagent également à l'échelle européenne dans l'axe reliant Londres à Milan (Département du territoire et de l'environnement, Service du développement territorial, 2016, p. 31). Ils confirment ainsi la formation d'un nouvel esprit du capitalisme mettant l'accent sur une culture de projets qui va de pair avec le développement d'une représentation du monde économique et, plus généralement de la société, faisant appel à la métaphore du réseau.

Conclusion

- 33 Au fil des observations et analyses, il apparaît ainsi que les actions et politiques publiques, dans leur capacité à orienter la conduite de cette opération patrimoniale ont cherché à organiser une mobilisation collective autour du projet de préservation de l'église abbatiale, de façon à l'ériger en une préoccupation légitime au sein de l'espace public. En présence d'incertitudes et de conflits d'évaluation du projet au regard des représentations que s'en donnent les personnes, les formules d'investissement ont participé de la définition d'un modèle compromis de cité ; le rapport de grandeur s'est établi à l'occasion d'épreuves en légitimité prenant en considération les

différences tolérées pour les faire coexister dans une dynamique d'agencement entre les objets, les institutions, les individus mais aussi les contraintes contextuelles. Tentant un réajustement des grandeurs, les épreuves ont ainsi agencé par des ressources de coordination des éléments culturels, historiques, mémoriels d'une cité domestique, et les affects et exaltations d'une cité inspirée, tout en construisant la représentation d'un principe supérieur présenté comme le fruit de la volonté générale garante d'une cité civique. Le compromis a également participé de l'inscription du projet à l'horizon d'un référentiel néolibéral beaucoup plus pragmatique, entre une valeur d'usage fondée sur l'efficacité, la fonctionnalité d'une cité industrielle et la valeur économique (ressource présente et future) d'une cité marchande. Intégré à un réseau polycentrique de villes créatives affranchies des limites administratives traditionnelles, le projet conduit par le Conseil municipal, entre nouvelles technologies de production et de communication, accessibilité et bien-être des individus, s'est également adossé à une cité en projets favorisant des formes de compétitivité entre innovation et recherche scientifique nécessaires à l'échange de savoirs. À partir du centre historique, il s'est encore développé en un plan plus global de planification, d'usage de l'espace public, de gestion des flux dans certaines zones et de développement du tissu urbain, dans le prolongement des orientations prises par le canton et la Confédération. Le projet de préservation de l'église abbatiale, dont la détermination hiérarchique de grandeurs collectives tient davantage d'une vision fonctionnaliste de l'espace urbain, marque une rupture avec la ville traditionnelle participant d'un nouvel ordre compromis, Payerne ville moderne.

BIBLIOGRAPHIE

ALLAIN Sophie, 2004, « À propos de l'ouvrage de David A. Lax et James K. Sebenius *The Manager as Negotiator* », *Négociations*, vol. 2, n° 2, p. 135-139.

AMBROSINO Charles, GUILLON Vincent, 2014, « Les tournants culturels des sociétés urbaines », in P. San Maco & G. Djament-Tran (dir.), *La métropolisation de la culture et du patrimoine*, Paris, Le Manuscrit, p. 61-76.

BABA Sofiane, MAILHOT Chantale, 2016, « De la controverse à l'acceptabilité sociale, le rôle constructif du conflit », *Vertigo*, vol. 16, n° 1. <<https://journals.openedition.org/vertigo/16917>>

BANOS Vincent, 2009, « Réflexion autour de la dimension spatiale des processus normatifs », *Géographie et cultures*, n° 72. <<https://journals.openedition.org/gc/2238>>

BARTHE Yannick, BLIC Damien de, HEURTIN Jean-Philippe *et al.*, 2013, « Sociologie pragmatique, mode d'emploi », *Politix*, n° 103, p. 175-204.

BESSY Christian, FAVEREAU Olivier, 2003, « Institutions et économie des conventions », *Cahiers d'économie politique / Papers in Political Economy*, n° 44, p. 119-164.

BOLTANSKI Luc, CHIAPELLO Ève, 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.

- BOLTANSKI Luc, THÉVENOT Laurent, 1991, *De la justification, les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard.
- BOLTANSKI Luc, 2006, « Les changements actuels du capitalisme et la culture du projet », *Cosmopolitiques*, n° 12, p. 17-41.
- BONERANDI Emmanuelle, 2005, « Le recours au patrimoine, modèle culturel pour le territoire ? », *Géocarrefour*, vol. 80/2, p. 91-100. <<https://journals.openedition.org/geocarrefour/991>>
- BOUDIA Soraya, RASMUSSEN Anne, SOUBIRAN Sébastien (dir.), 2009, *Patrimoine et communautés savantes*, Paris, Presses universitaires de Rennes.
- BOURDIEU Pierre, 2000, « L'État et la construction du marché » et « Le champ des pouvoirs locaux », in P. Bourdieu, *Les structures sociales de l'économie*, Paris, Seuil, p. 113-180.
- BURRIS Val, 1992, « Elite policy-planning networks in the United State », *Research in Politics and Society*, vol. 4, p. 111-134.
- CHARLE Christophe, 2010, *Temps croisés I. Pour une sociologie historique du patrimoine*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme.
- DE CHANAY Hugues Constantin, 2001, « La dénomination, perspective discursive et interactive », *Cahiers de praxématique*, n° 36, p. 169-188. <<https://journals.openedition.org/praxematique/358>>
- DI MÉO Guy, 1991, *L'homme, la société, l'espace*, Paris, Anthropos.
- DOMHOFF G. William, 1990, *The power elite and the state. How policy is made in America*, New York, Aldine de Gruyter.
- DUBOIS Vincent, 2001, « La vision économique de la culture. Éléments pour une généalogie », *BBF*, n° 2, p. 31-34. <<http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2001-02-0031-001>>
- DUBOIS Vincent, 2012, *La politique culturelle : genèse d'une catégorie d'intervention publique*, Paris, Belin.
- DUBOIS Vincent, 2014, « L'État, l'action publique et la sociologie des champs », *Revue Suisse de Science politique*, vol. 20, n° 1, p. 25-30. <<https://doi.org/10.1111/spsr.12088>>
- DURAN Patrice, 2009, « Légitimité, droit et action publique », *L'Année sociologique*, vol. 2, n° 59, p. 303-344.
- FRANÇOIS Hugues, 2006, « Territoire et patrimoine : la co-construction d'une dynamique et de ses ressources », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, n° 5, p. 683-700.
- FRAYSSE Patrick, RÉGIMBEAU Gérard, 2006, « Le patrimoine architectural entre monuments phares et documents monumentaires », 3^e colloque international du CIDEF (Centre international de documentation et d'échanges de la francophonie – Québec) – AFI (Agora francophone internationale – Paris), Alexandrie, Bibliothèque d'Alexandrie. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00607126>
- FREGA Roberto, 2015, « Les pratiques normatives : repenser la normativité entre philosophie et sciences sociales », *SociologieS, Traverses : l'exploration de nouvelles voies d'investigation*, Dossiers. <<https://journals.openedition.org/sociologies/4969>>
- GENARD Jean-Louis, 2011, « Investiguer le pluralisme de l'agir », *SociologieS, Grands résumés*, L'Action au pluriel, Sociologie des régimes d'engagement. <<https://journals.openedition.org/sociologies/3574>>
- GENIEYS William, 2006, « Nouveaux regards sur les élites du politique », *Revue française de science politique*, vol. 56/1, p. 121-147.

- GODARD Olivier, 1990, « Environnement, modes de coordination et systèmes de légitimité : analyse de la catégorie de patrimoine naturel », *Revue économique*, vol. 41/2, p. 215-242.
- GRANDI Roberto, 2010, « Le città creative », *Il Mulino*, n° 6, p. 1037-1044.
- GÖHLER Gerhard, 2013, « La dimension affective de la démocratie. Réflexions sur la relation de la délibération et de la symbolique », *Raisons politiques*, n° 50, p. 97-114.
- HABERMAS Jürgen, 1987, *Théorie de l'agir communicationnel. Tome I, Rationalité de l'agir et rationalisation de la société*, Jean-Marc Ferry (trad.) ; *Tome II, Critique de la raison fonctionnaliste*, Jean-Louis Schegel (trad.), Paris, Fayard.
- HABERMAS Jürgen, 2000, *Après l'État-nation. Une nouvelle constellation politique*, Paris, Gallimard.
- HASSENTEUFEL Patrick, 2008, *Sociologie politique, l'action publique*, Paris, Armand Colin.
- JEANNEAUX Philippe, DARE William's, 2012, « Conflits d'usage et processus de patrimonialisation des espaces résidentiels. La Réunion et le Puy-de-Dôme », *Économie rurale*, n° 332. <<https://journals.openedition.org/economierurale/3644>>
- LAMY Jérôme, PLUTNIAK Sébastien, 2013, « Esquisse d'une réflexion sociologique sur le patrimoine scientifique et technique », *Sciences de la société*, n° 89, p. 140-150.
- LASSWELL H. D., 1979, « Systems thinking and the quality of life », in *Society for general systems research, general systems research, a science, a methodology, a technology, proceedings of the annual north*, Pennsylvanie, Université de l'État de Pennsylvanie.
- LE GALÈS Patrick, THATCHER Mark (dir.), 1995, *Les réseaux de politiques publiques. Débat autour des policy networks*, Paris, L'Harmattan.
- LEFEBVRE Alain, SIBERTIN-BLANC Mariette, 2006, *Guide des politiques culturelles des petites villes*, Paris, Dexia Éditions. <<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00108764>>
- LUHMANN Niklas, 2013, *La réalité des médias de masse*, Paris, Diaphanes.
- MELOT Michel, 1967, « L'abbatiale de Payerne. À propos d'un livre récent », *Bulletin Monumental*, n° 125/1, p. 73-80.
- PATTARONI Luca, 2016, « La trame sociologique de l'espace », *SociologieS*, Penser l'espace en sociologie, Dossiers. <<https://journals.openedition.org/sociologies/5435>>
- PAYRE Renaud, POLLET Gilles, 2005, « Analyse des politiques publiques et sciences historiques : quel(s) tournant(s) socio-historique(s) ? », *Revue française de science politique*, vol. 55, p. 133-154.
- PINSON Gilles, 2006, « Projets de ville et gouvernance urbaine », *Revue française de science politique*, vol. 56, p. 619-651.
- POLANYI Karl, 1983, *La grande transformation, aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard.
- PRAIRAT Eirick, 2012, « Considérations sur l'idée de norme », *Les Sciences de l'éducation – Pour l'Ère nouvelle*, n° 1/45, p. 51-66.
- ROSANVALLON Pierre, 2015, *Le bon gouvernement*, Paris, Le Seuil.
- SABATIER Paul A., SCHLAGER Edella, 2000, « Les approches cognitives des politiques publiques, perspectives américaines », *Revue Française de Science Politique*, n° 50/2, p. 209-234.
- STEINER Philippe, 2001, « Une histoire des relations entre économie et sociologie », *L'Économie politique*, n° 12, p. 32-45.

SUCHMAN Mark C., 1995, « Managing legitimacy: strategic and institutional approaches », *Academy of Management Review*, vol. 20, n° 3, p. 571-610. DOI: 10.2307/258788

TALLON Hélène, 2013, « Penser la pluriactivité dans le Haut-Languedoc, registres de justification et dispositif d'accompagnement », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, n° 1, p. 93-117.

TENBRUCK Friedrich H., 2012, « Les tâches de la sociologie de la culture », *Trivium*, n° 12. <<https://journals.openedition.org/trivium/4386>>

THÉVENOT Laurent, 2014, « Voicing concern and difference, from public spaces to common-places », *European Journal of Cultural and Political Sociology*, vol. 1, n° 1, p. 7-34.

NOTES

1. Département des travaux publics de l'aménagement et des transports, Service des bâtiments, Section des monuments historiques et archéologie (2002). Inventaire de la Section des monuments historiques et archéologie du canton de Vaud. Lausanne.
2. Office fédéral de la culture (1981). Inventaire des sites construits à protéger en Suisse. Berne.
3. Schuler, M., Dessemondet, P. & Joye, D. (2005). Les niveaux géographiques de la Suisse. Recensement fédéral de la population 2000, Neuchâtel, Office fédéral de la statistique.
4. Service de la promotion économique et du commerce. <<http://www.vd.ch/autorites/departements/decs/economie-et-commerce/economie-regionale/>>
5. Conseil fédéral (2012). Conférence des gouvernements cantonaux, Conférence suisse des directeurs cantonaux des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Union des villes suisses, Association des Communes Suisses, Projet de territoire Suisse, Berne.
6. Conseil fédéral (2015). Message sur la promotion économique pour les années 2016 à 2019, Berne.

RÉSUMÉS

Cette étude porte sur le site de l'église abbatiale de Payerne en Suisse (VD), dont la multidimensionnalité participe d'une lecture du tissu social particulièrement complexe ; spatialisation, matérialisation, représentations, organisation et légitimation s'y retrouvent en effet articulées témoignant des savoir-faire et des savoir-être des individus dans leurs agencements réciproques. Elle s'inscrit alors dans la trame plus large d'un modèle de cité qui « lie à la fois à la question de l'expérience située des personnes – la question de l'agir – et à la question de l'institution du commun – la question des structures ». Elle interroge en particulier à l'occasion de son projet de restauration différentes légitimités qui concourent à la définition d'enjeux sociaux et culturels dont le rapport de grandeur négocié à l'occasion d'épreuves en justification participe de l'institution du commun. La théorie de la justification permet alors d'en comprendre les principes sous-jacents, de souligner les différents arguments, et donc les différents mondes, mobilisés pour défendre ou critiquer le projet de sa valorisation. L'enjeu de la technique d'observation participante privilégiée pendant six mois de recherche consiste ainsi à comprendre le choix de modèle de cité ainsi opéré ; il porte une attention particulière aux actions et politiques publiques, qui dans leur capacité à orienter et à organiser l'action

individuelle et collective, influencent de façon déterminante la conduite de ce genre de projet patrimonial.

Contemporary enthusiasm for cultural heritage encourages further investigations; they are conducted here in Payerne, Switzerland, through the prism of a regime in justification. This regime aggregates individual and institutional preferences and differences in the sense of fairness or justice and proceeds from a set of seemingly reasonable axioms of social choice; it combines tolerated differences and have them coexisted in a dynamic adjustment between institutions and individuals while considering contextual constraints. Specifically, the participatory observation technique favored during six months of research questions and scrutinizes public actions and policies as they are exposed to criticism in the presence of uncertainty or contrarian evaluation in building up a model of city; the theory of justification then makes it possible to understand the underlying principles, to emphasize the various arguments and therefore the different worlds mobilized to defend or criticize the way public actions and policies plan and conduct the project of preservation of the abbey church.

INDEX

Index géographique : Payerne, Suisse

Keywords : justification, legitimacy, public, cultural heritage, project

Mots-clés : justification, légitimité, public, patrimoine, projet

AUTEUR

FABIEN JAKOB

Laboratoire Foko-KUKUSO (Comité de recherche Sociologie des arts et de la culture de la SSS)

Université Laval – Département de géographie

fabienjakob@bluewin.ch